

Réponse à la réponse de M. Mirambeau

Nous avons eu la surprise de constater que, peu de temps après la mise en ligne d'un article de politique économique sur notre site, M. Mirambeau publiait ses propres commentaires, alors qu'il n'était ni concerné, ni cité. Comme il m'a cité en tant que suppléant du PS pour les dernières élections cantonales, je me permets de lui répondre personnellement.

Première surprise : le titre ! « L'opposition élève le débat, bravo », puis, « je suis enchanté que l'opposition publie des articles de fond », puis « un article très intéressant ... rédigé par ... un homme évidemment éclairé sur un sujet si sensible ». Je ne sais pas pourquoi, je suis peut-être un peu paranoïaque, mais, sous tant d'éloges, je sens comme une pointe d'ironie ? Bon, accordons-lui le bénéfice du doute et soyons magnanime (ou naïf, je crois toujours qu'il y a du bon dans la nature humaine, même si parfois, le bon est bien caché !).

En examinant attentivement l'article de M. Mirambeau, j'ai eu une nouvelle surprise : il semblait faire ses propres propositions pour adhérer au PS !

Il est vrai qu'en cette période de crise, le libéralisme a montré ses limites et a perdu toute crédibilité. On assiste en ce moment au concours : 'Qui sera le plus 'gauchiste?'. Il faut reconnaître qu'à ce jeu, Sarkozy a pris de l'avance : après avoir décidé de supprimer les bonus des patrons et les dividendes, même dans les banques où l'Etat n'est pas actionnaire, il vient de 'nationaliser' la Banque Populaire en ayant imposé sa fusion avec les Caisses d'Epargne ! Après avoir prôné le désengagement de l'Etat, serait-il devenu un fervent défenseur de l'interventionnisme d'Etat ? Mais Xavier Bertrand a fait très fort aussi pour rattraper son retard : son intervention télévisée du 13 mars, en critiquant Total et ses 550 suppressions de postes, qu'il a qualifié à tort de 'licenciements', aurait pu faire passer Besancenot pour un gentil centriste modéré ! Total explique qu'il souhaite réorganiser son outil de production qui n'est plus adapté à la consommation actuelle en France (les ventes de gazole ont beaucoup augmenté au détriment de l'essence, suite à la mise en place du bonus écologique qui favorise les moteurs Diesel). D'autre part, Total continue à créer des centaines d'emplois en France, il faudra donc s'assurer que les salariés concernés par les suppressions de poste auront des propositions de reclassement correctes : c'est le rôle des syndicats, on peut compter sur eux pour qu'ils alertent l'opinion publique au moindre dérapage ! Cette campagne, menée par des membres du gouvernement et de l'UMP, relayée par la série habituelle des journalistes et des chaînes 'complaisants', est incompréhensible, (sauf dans ce contexte de course au plus 'gauchiste' !), mais la cacophonie commence, puisque F. Fillon (qui c'est lui ? ah oui, le premier ministre/sinistre qu'on ne voit jamais ?) vient de prendre la défense de Total ! En fait, on reproche à Total de faire des bénéfices, mais, je ne pense pas qu'on résoudra la crise en interdisant aux entreprises bénéficiaires de faire des gains de productivité, ou de réduire les gaspillages, ce qui est équivalent. De plus, si Total fait autant de bénéfices, c'est bien parce que l'Etat n'a pas su organiser la concurrence entre les distributeurs pétroliers et il a laissé Total en situation de quasi monopole en France, ce qui lui permet de maintenir des prix élevés pour des consommateurs qui n'ont pas vraiment le choix. Chacun a pu constater que les prix à la pompe suivent plus rapidement les hausses du pétrole que les baisses.

Alors, M. Mirambeau, plutôt X. Bertrand ou plutôt F. Fillon ?

Examinons de plus près les propositions de notre maire, afin de savoir si on peut l'accepter dans notre section PS : il nous dit qu'on pourrait réduire le chômage 'en passant la retraite à 40 ans' sans impact sur les finances publiques, ni sur les comptes des entreprises. C'est curieux, le PS n'a jamais proposé de réduire l'âge de la retraite, en tout cas, pas depuis 10 ans. En revanche, le PS a toujours signalé qu'augmenter l'âge de la retraite (ou le nombre d'annuités nécessaires pour avoir droit à une retraite à taux plein) était une source d'angoisse

tant que le chômage des salariés de plus de 55 ans était aussi élevé en France, car, pour ces salariés, cela revient à augmenter la durée du chômage et à réduire leurs droits donc le montant de leur retraite. Alors, serait-on passé à côté d'une bonne idée ? Le plan de relance à base d'inflation que j'ai proposé (hausse des salaires et de la TVA, blocage des loyers) était chiffré et accompagné d'un modèle économique simplifié, accessible à tous, de façon que chacun puisse vérifier les formules de calcul et les hypothèses. J'ai donc montré qu'on pouvait, par exemple, augmenter les salaires de 20%, augmenter les prix en France de 14,4% en moyenne, par une augmentation de la TVA permettant d'équilibrer totalement le budget de l'Etat (y compris la Sécurité Sociale), en laissant inchangé les prix à l'exportation et sans impact (en moyenne) sur les comptes des entreprises. Le pouvoir d'achat des salariés hors dépenses pour l'immobilier (loyers ou remboursement d'emprunts) augmenterait de 12,34%.

Malheureusement, notre Maire ne fournit aucun chiffrage pour son plan !

Mais, comme je suis décidément très indulgent, j'ai quand même étudié de plus près cette proposition et j'ai tenté mon propre chiffrage. On peut supposer qu'en parlant de retraite à 40 ans, M. Mirambeau voulait sans doute dire réduire le nombre d'annuités de 40 à 20 ans pour avoir droit à une retraite ? Je n'ose pas croire qu'il souhaite faire partir les salariés en retraite à 40 ans avec une retraite réduite de 50% ? Diviser par 2 le nombre d'annuités, devrait réduire à peu près dans la même proportion le nombre d'actifs, or, le taux de chômage, bien que trop élevé, est quand même plus proche de 10% que de 50%, il n'y aurait donc pas assez de chômeurs pour remplacer les départs en retraite, est-ce vraiment ce que souhaite M. Mirambeau ? Pour l'examen d'entrée à la section PS de Villepreux, ça me paraît bien compromis ! Mais, admettons que notre Maire soit trop occupé pour nous expliquer en détail et en chiffre sa surprenante idée, et supposons qu'il a seulement voulu dire qu'on pouvait réduire le chômage en diminuant l'âge de la retraite. Pour 'absorber' un taux de chômage de 10%, on peut supposer, en première approximation, qu'il suffirait de réduire de 10% le nombre d'annuités de cotisation. Comme les classes d'âge de plus de 55 ans sont assez nombreuses en ce moment (papy boom), il suffirait peut-être de passer le nombre d'annuité à 37 ans et d'accorder une retraite à taux plein aux salariés à partir de 57 ans. Quelles seraient les conséquences pour les comptes de l'Etat et de la Sécurité Sociale ? Il s'agit de remplacer des salariés âgés par des chômeurs ou par des retraités (ceux qui ont plus de 57 ans). Comme les indemnités de chômage sont en général plus faibles que de vrais salaires ou des retraites, on voit mal comment les finances publiques peuvent être équilibrées, et là, j'avoue que j'ai beau être vraiment très indulgent et très ouvert à toutes propositions, je ne vois pas comment on pourrait accepter M. Mirambeau dans notre section PS, à moins qu'il ne nous fournisse un plan chiffré de sa proposition.

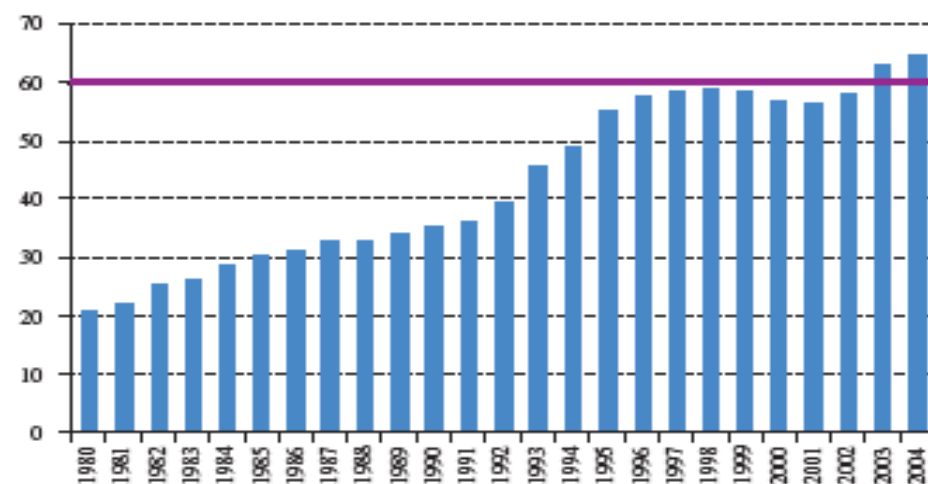
Mais M. Mirambeau souhaite-t-il vraiment adhérer au PS ? Je ne sais pas pourquoi, mais j'en doute ! Alors, pourquoi nous fait-il cette proposition, je cite : 'Passer la retraite à 40 ans' ? Il s'agit bien sûr d'une technique de manipulation très courante à l'UMP (les élus de droite de la circonscription doivent avoir des formations pour ça, j'ai du y faire face à de trop nombreuses reprises, ça ne peut pas être par hasard !) : il s'agit donc de 'l'assimilation' ! Face à une proposition qu'on ne peut pas contester directement, on présente une proposition similaire mais totalement et évidemment absurde, et, par assimilation, le lecteur ou l'auditeur se dit que l'autre proposition est aussi absurde ! Et l'écu de droite se fait applaudir par des militants UMP complaisants sans avoir eu à fournir le moindre argument objectif !

Il est certain que la vie d'un élu de gauche est beaucoup plus difficile : les militants sont plus 'coriaces' et ont plus d'esprit critique. Pour eux, un élu n'en fera jamais assez et il a peu de chance de faire passer ses propositions s'il ne fait pas un minimum d'effort pour convaincre ! (le petit doigt sur la couture du pantalon, ce n'est pas le genre du militant PS !). Je me demande toujours comment les militants de l'UMP peuvent accepter sans protester ou demander des comptes à leurs élus, que Bernard Tapie puisse récupérer des dizaines de

millions d'Euros d'argent public. Il a pourtant été condamné pour corruption le 15 mai 1995 dans l'affaire du match truqué Valenciennes/Olympique de Marseille et condamné pour fraude fiscale (l'affaire Phocéa) le 4 juin 1997. Il a encore d'autres démêlés judiciaires, mais il a le toupet de venir sur les plateaux télévisés pour faire 'pleurer' sur son sort d'ancien détenu ! Il semble de plus, que dans son différent avec le Crédit Lyonnais au sujet de la valeur d'Adidas, il aurait été prêt à vendre moins cher à un autre client que ce qu'il a obtenu avec sa banque. Que le Crédit Lyonnais ait réussi à vendre plus cher plus tard, prouve seulement qu'un requin de la finance s'est fait 'bouffé' par un autre requin encore plus gros, mais c'est la loi dans ce milieu il me semble, de quoi veut-il qu'on le plaîne ? D'avoir vécu des années sur son Phocéa ? D'avoir été ministre de F. Mitterrand ? Mais, pour les militants UMP, tout cela ne semble plus avoir d'importance du moment que B. Tapie a dit 'vive Sarkozy !' pendant la campagne électorale ! Moi aussi, je peux dire 'Vive Sarkozy' et toucher 10 Millions d'Euros ? Il faut signer où ? Mais, si Sarkozy veut entendre 60 millions de 'Vive Sarkozy !', ça risque quand même de coûter cher !

Autre exemple de manipulation ou de mauvaise foi d'un autre élu de droite : Christian Blanc. Il prétendait que la dette publique a toujours augmenté en France. J'ai contesté cette affirmation lors d'une réunion publique pour la campagne législative de 2007 à Villepreux. Il se trouve que, sur le propre site internet de C. Blanc, le rapport Pébereau sur la dette publique était mis en ligne (lecture très instructive, que je recommande à tous les élus de bonne foi !) : le graphique suivant y figure, montrant que le taux d'endettement de la France a connu une seule période de baisse, c'était sous le gouvernement PS de L. Jospin de 1998 à 2001.

Dette publique financière en % du PIB



Source : Rapport économique, social et financier.

Ne pouvant continuer à nier, C. Blanc m'a alors demandé si j'étais 'Trotskiste' ! Je ne sais toujours pas ce que ça veut dire, mais ça n'était sans doute pas un compliment, et j'aimerais bien savoir si je peux porter plainte pour insulte en réunion publique ! En tout cas, les militants de l'UMP ont applaudi, comme d'habitude, certains ont même dit qu'ils se moquaient de la dette publique ! Dommage, ça semblait pourtant être un des thèmes de campagne de C. Blanc. Mais comment s'en étonner quand un autre candidat de l'UMP pour la campagne de 2002 dans les Yvelines, Ph. Brillault, a un tel mépris pour les finances publiques. En effet, lorsqu'on lui demande s'il trouve que l'augmentation du prix de la consultation médicale était justifiée, alors que les comptes de la Sécurité Sociale commençaient à se dégrader, il a répondu : le déficit de la Sécurité Sociale, ce n'est pas grave, c'est l'Etat qui finance ! Ca m'a laissé pantois, mais pas un militant UMP n'a réagi !

Dernier exemple avec A-M. Idrac : lors de la campagne législative de 1997, je lui ai demandé des explications sur l'augmentation des pertes du Crédit Lyonnais entre 1993 et

1997 (pour mémoire, en 1993, date de la révélation des premières pertes, la France, sous E. Balladur, s'était engagé vis à vis de l'Europe à ne pas rembourser les pertes au delà de 50 Md de francs. Or, en 1997, des analystes laissaient penser que les pertes pourraient dépasser les 200 Md de Francs). Réponse de A-M. Idrac : le Crédit Lyonnais, c'est la faute des socialistes ! Elle 'oubliait' volontairement que depuis 1993, les socialistes n'étaient plus au pouvoir, mais, là encore, les militants ont applaudi et on ne m'a plus donné la parole ! Certains participants de cette réunion sont quand même venus me voir à la fin pour avoir plus d'explications et prendre quelques copies de mes documents : on peut encore avoir un peu d'espoir sur la nature humaine ?

Dans le cas d'A-M. Idrac ou de C. Blanc, la technique de manipulation s'apparenterait plutôt à de la 'diversion' : changement de sujet ou réponse totalement hors sujet ! Là encore, Sarkozy les surpassent tous, c'est même un orfèvre en la matière. En pleine crise économique, organiser un 'crêpage de chignons' entre Christine Boutin la Catholique et Nadine Morano la passionaria sarkozyste, au sujet du statut des beaux-parents, avec dérive sur l'homoparentalité, il fallait oser ! Il est vrai que la famille de Sarkozy est particulièrement concernée. Mais fallait-il pour cela, en faire un débat national en ce moment ? A part comme technique de diversion, l'intérêt n'est pas flagrant !

Il y a encore bien d'autres mensonges que les élus ou les ministres de droite répètent régulièrement, comme des poncifs, en pensant que l'aplomb et le nombre de décibels suffiront à les faire passer pour des vérités : les 35 heures ont provoqué la baisse du pouvoir d'achat (à cause de la modération salariale, bien sûr !), d'une façon plus générale, dès qu'il y a un problème en France c'est à cause des 35h ! Ou alors, quand un journaliste un peu moins complaisant que les autres, fait remarquer à un ministre que les déficits publics étaient moins élevés sous L. Jospin, on a droit régulièrement à l'affirmation : L. Jospin a eu de la chance, il avait la croissance ! (le ministre n'oubliera pas : l'aplomb et le nombre de décibels pour éviter toute contestation !) Pourtant, l'UMP devrait savoir que, quand 2 événements A et B sont presque simultanés, on ne peut pas en déduire aussi facilement que A est la cause de B ! Un peu de logique élémentaire doit amener à envisager les 2 autres possibilités : B peut très bien être la cause de A, ou alors, une troisième cause a pu provoquer A et B qui n'ont alors aucun rapport de cause à effet entre eux ! Pour pouvoir trancher, il faut pousser plus loin l'investigation, et, par exemple, essayer d'être plus précis sur l'origine de A et de B, sachant qu'une autre règle élémentaire de logique indique qu'un événement A ne peut être la cause de B si B s'est produit avant A ! Or, il se trouve que, sur le site du ministère des finances, (http://www.budget.gouv.fr/themes/finances_etat/budget/index.htm) les lois de finances sont toujours disponibles depuis 1996. On peut constater que, dès son premier projet de loi de finances rectificative en 1997, L. Jospin a fortement réduit les déficits pour qualifier la France pour l'Euro. (en particulier, forte réduction des dépenses militaires, augmentation, forte mais provisoire, de l'impôt sur les bénéficiaires des sociétés qui allaient être les premières bénéficiaires de l'Euro). Donc, la réduction des déficits publics a été décidée et votée avant que la croissance ne reparte, et j'ai la 'faiblesse' de croire que c'est cette réduction qui a permis ou amplifié la croissance en France, grâce à la confiance générée par une politique économique basée sur l'équilibre des finances publiques. V. Pécresse est donc une menteuse, mais ce n'est pas la seule !

M Mirambeau est donc un amateur en termes de manipulation et de mauvaise foi, mais, qu'il sache que des réponses seront maintenant publiées : elles pourront être constructives et amicales si la bonne foi et l'objectivité ne peuvent pas être mises en doute, mais elles seront aussi déterminées et sans complaisances au moindre écart !